

<p><b>PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL</b></p>
---

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE, ayant son siège 58, boulevard Charles Livon  
- 13007 MARSEILLE

Représentée par sa Présidente en exercice, Martine VASSAL, dument habilitée à la signature  
des présentes, domiciliée 58 boulevard Charles Livon, 13007 MARSEILLE

**D'UNE PART**

**ET :**

La société Suez Eau France - au capital de 422 224 040 euros, immatriculée au registre du  
commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 410 034 607, dont le siège social est sis  
Tour CB21 - 16 Place de l'Iris - 92040 Paris La Défense, prise en la personne de son  
représentant légal en exercice Madame Laurence PEREZ, agissant en qualité de Directrice  
Région Sud PACA de Suez Eau France, dument habilitée.

**D'AUTRE PART**

## IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a signé avec la société Suez Eau France, le 18 mai 2015, le contrat de Délégation de gestion par Affermage du Service Public de Collecte et Traitement des Eaux Usées de la commune de Saint-Cannat référence DSPEUSTCAN, portant sur la période du 31 mai 2015 au 31 décembre 2027.

Le montant initial de ce contrat s'élève à 2 630 245 euros HT.

Dans le cadre des crises impactant le monde entier et de l'envolée du prix de l'énergie, la société Suez Eau France s'est rapprochée de la Métropole, par courrier en date du 26 novembre 2024, afin de lui faire part des pertes subies dans l'exécution de ce contrat liées au surcoût du poste énergie en 2023 par rapport à 2021 à hauteur de 33 709,93 euros.

A l'appui de sa demande, le titulaire a fait part des charges extracontractuelles imprévisibles que les parties diligentes ne pouvaient anticiper.

Il a également fait part de sa volonté et de sa capacité à poursuivre l'exécution contractuelle sous réserve qu'une compensation financière d'une partie de ces pertes anormales lui soit octroyée par la Métropole.

Cette perte est motivée comme suit par le titulaire du contrat de délégation du service public : la hausse du coût de l'énergie en 2023 par rapport à 2021.

Les parties ont convenu que les dispositifs usuels d'exécution des contrats ne permettaient pas de faire face à cette situation.

Sur la base des échanges entre les parties, la Métropole retient la théorie de l'imprévision, conformément au 3° de l'article L. 6 du code de la commande publique, aux termes *duquel* « *lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* ». L'applicabilité de cette théorie à la situation actuelle a été confirmée par un avis du Conseil d'Etat du 15 septembre 2022 et une circulaire ministérielle du 29 septembre 2022.

En conséquence, la Métropole a proposé à la société Suez Eau France, qui l'a accepté, de prendre à sa charge 1 600,00 euros HT (soit 1 920,00 euros TTC).

Cette proposition a été formulée par la Métropole et acceptée par SUEZ.

**C'est dans ce contexte que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et ont convenu de régler le différend qui les oppose par les engagements et concessions réciproques suivants.**

**PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1. OBJET**

Le présent protocole porte sur la prise en charge par la Métropole, sur la base de la théorie de l'imprévision, d'une partie des surcoûts supportés par la société Suez Eau France dans le cadre de l'exécution du contrat de Délégation de gestion par Affermage du Service Public de Collecte et Traitement des Eaux Usées de la commune de Saint-Cannat référence DSPEUSTCAN, signé le 15 décembre 2011.

Cette indemnisation couvre exclusivement les surcoûts supportés durant l'année 2023.

### **ARTICLE 2. ENGAGEMENT DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

Après avoir pris connaissance des justifications financières montrant le bien-fondé de la réclamation de la société Suez Eau France, la Métropole accepte d'indemniser au titre de l'imprévision 1 600,00 euros HT (soit 1 920,00 euros TTC).

### **ARTICLE 3. ENGAGEMENT DE LA SOCIETE**

En contrepartie de ces engagements, la société Suez Eau France renonce expressément à toute action juridictionnelle à l'encontre du maître d'ouvrage visant à obtenir réparation de quelque préjudice que ce soit qui résulterait de l'exécution du contrat de Délégation de gestion par Affermage du Service Public de Collecte et Traitement des Eaux Usées de la commune de Saint-Cannat référence DSPEUSTCAN, en ce qui concerne le surcoût de l'énergie subi en 2023.

La société Suez Eau France reconnaît que la prise en charge d'une partie des déficits subis durant l'année 2023 met un terme à tout contentieux afférent au contrat susmentionné en ce qui concerne le surcoût de l'énergie subi en 2023.

Elle s'engage à poursuivre les relations contractuelles conformément aux pièces du contrat signé.

### **ARTICLE 4. CONSÉQUENCES POUR LES PARTIES**

En considération de ce qui précède et sous condition de l'exécution intégrale des obligations stipulées par la présente convention, les parties déclarent ne plus avoir aucun chef de grief entre elles en ce qui concerne le surcoût de l'énergie subi en 2023 et s'interdisent de façon irrévocable, d'une part, d'effectuer toute demande mutuelle et, d'autre part, de saisir quelque autorité ou juridiction que ce soit de tout recours ou demande intéressant directement ou indirectement le surcoût énergie électricité 2023 relatif à l'exécution du contrat de Délégation de gestion par Affermage du Service Public de Collecte et Traitement des Eaux Usées de la commune de Saint-Cannat référence DSPEUSTCAN, en ce qui concerne le surcoût de l'énergie subi en 2023.

Le présent protocole annule et remplace en leur totalité tous accords, propositions, promesses et engagements, discussions et écrits antérieurs échangés par les parties sur le même sujet.

## **ARTICLE 5. MODALITES DE REGLEMENT**

Le paiement, qui sera effectué par le comptable public, aura lieu dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de la dernière des signatures au protocole d'accord transactionnel sur le compte bancaire de la société Suez Eau France.

## **ARTICLE 6. ABSENCE DE RECONNAISSANCE DE DROITS ET DE RESPONSABILITE**

Les stipulations du présent protocole n'emportent en aucun cas reconnaissance, par l'une ou l'autre des parties, de sa responsabilité ou acquiescement aux positions et prétentions de l'autre partie.

## **ARTICLE 7. PORTEE DU PROTOCOLE**

Les parties déclarent avoir la pleine capacité juridique de transiger au jour de la signature du présent protocole et être pleinement informées sur les termes et dispositions de ce protocole de sorte que leur consentement est suffisamment éclairé.

Les parties déclarent en outre avoir disposé du temps de réflexion nécessaire avant de signer le présent protocole d'accord transactionnel, ayant été en mesure d'en discuter les termes, et reconnaissent que l'autre partie lui a fait de réelles concessions.

La présente convention a valeur de transaction entre les parties au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du code civil.

Moyennant la bonne exécution du présent protocole, les parties s'estiment pleinement remplies de leurs droits l'une envers l'autre, à compter de la date de sa signature.

Les parties renoncent à toutes réclamations de quelque nature que ce soit entre elles à propos des préjudices ayant donné lieu à la présente transaction.

Conformément à l'article 2052 du code civil, la présente convention a autorité de chose jugée en dernier ressort entre les parties, sans qu'une quelconque homologation par les tribunaux ne soit nécessaire, et ne saurait être rescindée ni pour erreur de droit ni pour erreur de fait, ni annulée pour vice du consentement.

## **ARTICLE 8. INDIVISIBILITE DES CLAUSES DU PROTOCOLE**

Considérant la nature des concessions réciproques que les parties se sont consenties au titre de la présente transaction, les clauses de celles-ci présentent un caractère indivisible.

## **ARTICLE 9 : PRISE D'EFFET**

Le présent protocole entrera en vigueur après signature par les parties, et transmission au contrôle de légalité et notification à la société Suez Eau France.

## **ARTICLE 10. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Le tribunal administratif de Marseille sera seul compétent pour connaître de tout litige entre les parties se rapportant à la formation, l'interprétation et l'exécution du présent protocole transactionnel.

A Marseille, le

Fait en deux exemplaires

<b>La société Suez Eau France</b>  <i>Précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour transaction globale et définitive et renonciation à toute instance ultérieure ».</i>	<b>La Métropole Roland GIBERTI Vice-Président délégué à l'Eau, l'Assainissement et au Pluvial</b>  <i>Précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour transaction globale et définitive et renonciation à toute instance ultérieure ».</i>
--	--

## **ANNEXES**

- I. Demande indemnitaire de la Société Suez
- II. Liste des factures 2021 et 2023
- III. Compte d'exploitation

## CALCUL INDEMNITE 2023 AU TITRE DE L'IMPREVISION DU CONTEXTE D'INFLATION

DSP SAINT CANNAT ASSAINISSEMENT	2023	2021	Variation
Poste énergie - Facturé € (1)	57 516,16	23 806,23	33 709,93
Poste énergie -CEP € constants- (2)	26 008,00	25 495,00	513,00
Coeff K indexation tarif (3)	1,2601	1,0676	18%
Poste énergie-CEP € courants (4) = (2) x (3)	32 772,68	27 218,46	5 554,22
<b>Assiette Indemnité inflation énergie (5) = (1) - (4)</b>			<b>28 155,71</b>
<b>Indemnité théorique = (5) x 50%</b>			<b>14 077,86</b>
<b>Indemnité retenue</b>			<b>1 600,00</b>

.General

Saint Cannat ASST : Liste des factures 2021 et 2023

Étiquettes de lignes	2021		2023	
	Somme de Fourniture en kWh To	Somme de Coût Total HTVA	Somme de Fourniture en kWh To	Somme de Coût Total HTVA
PR CLOS DU ROY	169	115	164	97
PR ZA LA PILE	1 056	242	1 574	455
STEP DE SAINT CANNAT	228 793	23 449	233 785	56 964
<b>Total général</b>	<b>230 018</b>	<b>23 806</b>	<b>235 523</b>	<b>57 516</b>

Liste détaillée des factures

Fournisseur	Référence facture	date facture	Année	Fourniture en kWh Total	Coût Total HTVA
EDF	*10124007553	05/02/2021	2021	99	30
EDF	*10125624484	05/03/2021	2021	83	19
EDF	*10127284423	06/04/2021	2021	89	20
EDF	*10128298525	01/05/2021	2021 -	83 -	19
EDF	*10128298524	01/05/2021	2021 -	89 -	20
EDF	*10128479928	03/05/2021	2021	98	30
EDF	*10130141290	05/06/2021	2021	226	45
EDF	*10130980967	25/06/2021	2021	74	9
EDF	*10131469255	05/07/2021	2021	96	21
EDF	*10133268356	05/08/2021	2021	90	22
EDF	*10134913130	06/09/2021	2021	82	20
EDF	*10136596852	05/10/2021	2021	121	25
EDF	*10138240710	05/11/2021	2021	90	21
EDF	*10140048879	05/12/2021	2021	80	20
EDF	*10141746016	05/01/2022	2021	89	21
EDF	*10146458865	24/03/2022	2021 -	89 -	21
ENGIE	*120006919429	12/02/2021	2021	19 275	2 578
ENGIE	*120006979578	11/03/2021	2021	17 378	2 298
ENGIE	*420004482549	11/04/2021	2021	17 969	2 161
ENGIE	*220006002693	13/05/2021	2021	19 192	1 535
ENGIE	*420004612909	11/06/2021	2021	23 335	1 827
ENGIE	*320005492390	11/07/2021	2021	19 075	1 528
ENGIE	*40014565685	12/08/2021	2021	18 314	1 476
ENGIE	*20036436072	11/09/2021	2021	17 812	1 426
ENGIE	*40014732364	12/10/2021	2021	17 771	1 416
ENGIE	*220006436361	11/11/2021	2021	18 510	1 728
ENGIE	*320005874293	11/12/2021	2021	19 028	2 540
ENGIE	*20037325965	25/03/2022	2021	21 134	2 935
EDF	*10124288577	09/02/2021	2021	18	17
EDF	*10125864224	09/03/2021	2021	13	9
EDF	*10127450512	09/04/2021	2021	16	9
EDF	*10128298528	01/05/2021	2021 -	13 -	9
EDF	*10128298527	01/05/2021	2021 -	16 -	9
EDF	*10128480993	03/05/2021	2021	19	18
EDF	*10129835697	29/05/2021	2021	10	1
EDF	*10130309413	09/06/2021	2021	31	18
EDF	*10131731795	09/07/2021	2021	16	9
EDF	*10133475637	09/08/2021	2021	17	11
EDF	*10135210101	10/09/2021	2021	15	10
EDF	*10136832105	09/10/2021	2021	14	10
EDF	*10138495622	09/11/2021	2021	16	10
EDF	*10140282047	09/12/2021	2021	13	10
EDF	*10141983602	09/01/2022	2021	14	10
EDF	*10146458873	24/03/2022	2021 -	14 -	10
<b>TOTAL 2021</b>				<b>230 018</b>	<b>23 806</b>
EDF	*10166349402	05/02/2023	2023	95	21
EDF	*10172247429	05/05/2023	2023	317	132
EDF	*10174461141	05/06/2023	2023	89	21
EDF	*10176657546	05/07/2023	2023	141	40
EDF	*10178942578	05/08/2023	2023	130	39
EDF	*10181081559	05/09/2023	2023	257	65
EDF	*10170106798	03/04/2023	2023	90	22
EDF	*10183329348	05/10/2023	2023	115	36
EDF	*10185550251	05/11/2023	2023	123	38
EDF	*10187901558	05/12/2023	2023	128	25
EDF	*10189922109	03/01/2024	2023	89	17
ENGIE	*850005153134	12/06/2023	2023	21 172	4 640
ENGIE	*40016466515	13/07/2023	2023	19 744	4 272
ENGIE	*820005508130	11/08/2023	2023	20 306	4 398
ENGIE	*820005538276	12/09/2023	2023	19 277	4 237
ENGIE	*40016545021	12/10/2023	2023	18 722	4 096
ENGIE	*320007318254	13/11/2023	2023	20 168	4 731
ENGIE	*320007359454	11/12/2023	2023	19 441	5 474
ENGIE	*40016649682	10/02/2024	2023	14 692	4 264
ENGIE	*820004433394	12/04/2023	2023	20 947	5 540
ENGIE	*820005330068	03/04/2023	2023	19 568	5 445
ENGIE	*970005285474	03/04/2023	2023	18 895	5 272
ENGIE	*970005333218	11/05/2023	2023	20 853	4 596
EDF	*10166555717	09/02/2023	2023	14	7
EDF	*10172537508	09/05/2023	2023	31	24
EDF	*10174776889	09/06/2023	2023	14	8
EDF	*10176992948	09/07/2023	2023	16	9
EDF	*10179223268	09/08/2023	2023	15	10
EDF	*10181363231	09/09/2023	2023	17	10
EDF	*10170106568	03/04/2023	2023	13	8
EDF	*10183615596	09/10/2023	2023	14	9
EDF	*10185877467	09/11/2023	2023	15	10
EDF	*10188205325	09/12/2023	2023	15	3
<b>TOTAL 2023</b>				<b>235 523</b>	<b>57 516</b>

COMPTÉ D'EXPLOITATION					
SAINT CANNAT ASSAINISSEMENT					
2023					
	REEL	CEP € constant	CEP € courant	Ecart Réel/CEP	Commentaires
<b>PRODUITS</b>	<b>345 799</b>	<b>214 378</b>	<b>270 138</b>	<b>- 75 661</b>	
Exploitation du service : redevance délégataire					
- Part fixe	18 765		-		
- Part variable	264 302		-		
Vente d'eau en gros hors barème			-		
Subventions reçues			-		
Facturation de prestations au service assainissement			-		
Travaux attribués à titre exclusif	59 408		-		
- construction ou modification de branchements			-		
- pose ou fourniture d'un compteur			-		
- autres (à préciser dans le mémoire financier)			-		
Produits accessoires	3 324		-		
- frais de fermeture ou réouverture			-		
- frais de relance et de recouvrement des impayés			-		
- autres (accès au service)			-		
			-		
			-		
<b>CHARGES</b>	<b>361 673</b>	<b>210 524</b>	<b>264 608</b>	<b>- 97 065</b>	
Personnel	116 465	50 511	63 649	- 52 816	
Energie	66 409	26 008	32 773	- 33 636	Inflation des coûts de l'énergie
Réactifs et produits de traitement	2 350	6 028	7 596	5 246	
Analyses	1 269	2 353	2 965	1 696	
Achats d'eau en gros	400		-	400	
Sous-traitance	35 984	73 501	92 619	56 635	
Fournitures & achats					
<b>Autres dépenses d'exploitation dont :</b>	<b>55 032</b>	<b>2 726</b>	<b>3 435</b>	<b>- 51 597</b>	
- télécommunication, postes et télégestion	712	780	983	271	
- engins et véhicules	7 411	1 092	1 376	6 035	
- informatique	24 181	-	-	24 181	
- SIG & modélisation					
- assurances	1 941	855	1 077	864	
- locations mobilières					
- locaux	4 001	-	-	4 001	
- entretien espaces verts					
- communication/marketing/relations publiques					
- autres (à préciser)					
Autres frais (à préciser)	16 786		-	16 786	
Redevance d'occupation du domaine public					
Contribution Loi Oudin					
Impôts locaux et taxes (à préciser : modalités de calcul à détailler)	730	2 590	3 264	2 534	
- CET					
- Taxes foncières et C3S					
- autres (à préciser)					
Contribution des services centraux et recherche (frais de structure)	11 411	-	-	11 411	
GER réseau					
Autre Gros entretien et renouvellement programmé (GER)	50 404	43 314	54 580	4 176	
Investissements 1er étab	2 590	2 590	2 590	-	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	1 235	302	381	854	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	608	601	757	149	
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>- 15 874</b>	<b>3 854</b>	<b>5 530</b>	<b>21 404</b>	